

Génération féministes en Afrique de l'Ouest



*Paroles de militant·e·s
et recommandations pour
le Forum Génération Égalité*



**EQUI
POP.
ORG**

Génération féministes en Afrique de l'Ouest

*Paroles de militant·e·s et recommandations
pour le Forum Génération Égalité*

Juillet 2020

Sommaire

- 3** *Introduction*
- 5** *Paroles de féministes
d'Afrique de l'Ouest*
- 9** *Comment soutenir les jeunes
féministes, dans la perspective du
Forum Génération Égalité 2021 ?*
- 10** Aminata Badiane Thioye
- 12** Dior Fall Sow
- 14** Élysée Lopez Leroux
- 16** Fatou Ndiaye Turpin
- 18** Hyaceinthe Coly
- 20** Laetitia Carelle Goli
- 22** Maimouna Astou Yade
- 24** Meganne Lorraine Boho
- 26** Morel-Imelda Kouadio
- 28** Ndèye Fatou Kane
- 30** Nesmon De Laure
- 32** Shayden
- 34** Sylvia Apata

Introduction

Les mouvements féministes en Afrique de l'Ouest

De nombreux mouvements et organisations d'Afrique de l'Ouest promeuvent les droits des femmes et des filles dans les domaines sociaux, économiques, politiques, sanitaires, juridiques, citoyens. De jeunes voix émergent avec une énergie nouvelle pour participer à la construction d'une société plus juste, y compris dans le domaine des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR). Actifs et actives dans la rue ou sur les réseaux sociaux, dénonçant dans la presse les ravages du non-accès à l'avortement sécurisé ou intervenant dans l'intimité des familles pour empêcher les mariages d'enfants, formant des adolescentes au leadership ou leur facilitant l'accès à l'éducation à la sexualité, ouvrant le dialogue avec les adultes, les hommes ou les chef-fe-s traditionnel-le-s, ces jeunes font bouger les lignes, souvent en prenant des risques. Equipop est convaincue qu'il faut plus que jamais appuyer leurs combats et contribuer systématiquement à ce que ces voix soient entendues dans tous les espaces où se construisent les politiques de demain, que ce soit au niveau local, national ou international.

Amplifier les voix des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest : une priorité stratégique pour Equipop

Equipop travaille avec les jeunes en Afrique de l'Ouest depuis 20 ans. Si la mobilisation des femmes pour leurs droits sur le continent africain est déjà documentée, notamment dans le cadre des luttes anti-coloniales, ces dernières années ont vu l'émergence de jeunes activistes féministes. Afin de mieux comprendre quelle est leur vision du changement à porter au niveau de leur pays, au niveau de la région et au niveau mondial, Equipop a organisé une rencontre avec ces jeunes à Ouagadougou, au Burkina Faso, en novembre 2018. Au préalable de cette rencontre, l'appel à manifestation d'intérêt avait reçu plus de 130 candidatures en moins d'un mois. C'est finalement une trentaine de participant-e-s du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal qui se sont réuni-e-s pendant quatre jours pour échanger, formaliser ensemble des messages et construire des actions communes.

Equipop et ces jeunes féministes nourrissent un partenariat fructueux. En inscrivant les luttes communes dans un écosystème global, il s'agit d'unir forces et complémentarités pour faire avancer les droits des femmes du niveau local au niveau international. Les jeunes féministes apportent leurs connaissances des territoires où elles interviennent, les multiples liens qu'elles ont tissés avec des acteurs et actrices locales et nationales, leurs capacités à interpeller les citoyen-ne-s et les politiques; Equipop apporte un appui technique et financier et renforce les liens avec les différents espaces militants et institutionnels.

Notre défi commun aujourd'hui : consolider cette dynamique qui répond à des intérêts réciproques. D'un côté, Equipop souhaite développer des alliances avec des acteurs et actrices du changement progressistes, et qui partagent les mêmes valeurs féministes. Nous sommes en effet convaincu·e·s que ce type de partenariat est clé pour l'accomplissement de notre mission. De l'autre côté, les jeunes féministes ont clairement exprimé un besoin de soutien à leur action collective dans l'espace francophone, et un intérêt spécifique pour les outils et méthodologies développés par Equipop.

2020 : une enquête au Sénégal et en Côte d'Ivoire

C'est dans cette dynamique que s'est inscrit un partenariat avec Sciences Po Paris et l'initiative Women Forward International d'Aspen Institute. Celui-ci a permis à cinq étudiantes de Master de conduire une enquête au Sénégal et en Côte d'Ivoire auprès de jeunes militant·e·s pour les droits des femmes, qui constitue la base de cette publication.

L'enquête en faits et chiffres

- **Deux pays :** Côte d'Ivoire et Sénégal
- **Entretiens avec 47 personnes :** 25 en Côte d'Ivoire et 22 au Sénégal
- **Études de terrain de 12 jours :** du 14 janvier au 26 janvier 2020 à Abidjan et à Dakar
- **Plus de 100 heures d'entretien enregistrées**

Les entretiens ont permis de documenter les parcours militants des jeunes féministes, ainsi que les enjeux qu'elles jugent prioritaires dans leurs pays pour les droits des femmes, les modes d'action qu'elles privilégient, les difficultés qu'elles rencontrent et les stratégies qu'elles mettent en place. En quoi ces actions collectives peuvent-elles être des leviers vers plus d'égalité au niveau local, national, régional mais aussi international ? Comment sont perçues ces voix qui s'élèvent ? Comment ces militant·e·s articulent leurs actions dans des contextes parfois hostiles ? Et, surtout, comment soutenir leurs actions et leur plaidoyer ?

Paroles de féministes d'Afrique de l'Ouest

Inégalités femmes-hommes : une remise en cause systémique

Plusieurs enjeux relatifs à l'égalité femmes-hommes ont été identifiés comme prioritaires par les interviewé·e·s. Les jeunes féministes ont notamment cité l'éducation, en particulier l'éducation complète à la sexualité, l'autonomisation économique des femmes ou encore les violences basées sur le genre. Les féministes interrogé·e·s ont tou·te·s souligné la méconnaissance par les femmes de leurs droits et la difficulté d'application des lois, comme en témoigne l'exemple de l'interdiction de l'excision, qui peine à s'imposer. Nombreux sont les témoignages qui insistent également sur le croisement des oppressions vécues et sur la nécessité de prendre en considération les situations spécifiques de certaines catégories de personnes, comme les femmes rurales ou encore les femmes lesbiennes. Enfin, à l'intérieur même d'un pays, les interviewé·e·s ont fait prévaloir des revendications et des luttes régionales spécifiques. En Côte d'Ivoire, ce sont, par exemple, les mutilations sexuelles féminines qui sont identifiées comme un enjeu majeur à l'Ouest, la scolarisation et les mariages forcés au Nord, et l'accès à la terre au Sud.

Tou·te·s les jeunes féministes ont fait ressortir l'interdépendance de ces défis, en insistant notamment sur la nécessité de déconstruire un certain nombre de représentations dans les différentes sphères de socialisation des filles et des garçons (cellule familiale, milieu scolaire puis professionnel). Il s'agit donc davantage de transformer « un système » qui structure des inégalités, plutôt que d'adopter une approche en silo des défis à relever. Cette analyse plaide en faveur du renforcement de l'écosystème féministe, de la promotion d'actions à différents niveaux de la société et du renforcement des liens entre les actrices de ces changements.

Des revendications communes et des féminismes pluriels

« En tant que Sénégalaise, Africaine, Peule, je me retrouve dans le féminisme intersectionnel. Sans même que je m'en rende compte, mon travail d'écriture a dès le début eu un angle intersectionnel. C'est important. Pour moi, il n'existe pas de féminisme africain au singulier, mais plusieurs féminismes africains. Par exemple, au Nigeria on trouve Chimamanda (Ngozi Adichie), moi au Sénégal et bien d'autres féministes dans d'autres pays. Il y a autant de féminismes que de femmes ». **NDEYE FATOU KANE** • 33 ANS, ROMANCIÈRE, ESSAYISTE, JEUNE CHERCHEUSE EN ÉTUDES SUR LE GENRE ET LAURÉATE DU PRIX « JEUNESSE DES MOINS DE 35 ANS QUI FONT BOUGER L'ESPACE FRANCOPHONE » EN 2018, SÉNÉGAL

L'enquête a mis en exergue le caractère pluriel, à la fois individuel et collectif, des féminismes et de leurs définitions. Dans leur majorité, les interviewé·e·s se sont identifié·e·s comme appartenant à des courants féministes « égalitaristes » et « universalistes ». Certain·e·s féministes interviewé·e·s ont également revendiqué une appartenance à des mouvements afro-féministes, et par là même insisté sur la nécessité de la prise en compte des enjeux spécifiques à leur pays et leur région.

L'importance de laisser les féministes faire leur propre agenda a été unanimement soulignée, ce qui implique de sortir de la traditionnelle approche par projet avec des objectifs pré-définis. Les interviewé-e-s ont parfois regretté que les activités des projets soient orientées dans un sens qui n'est pas celui voulu par les mouvements féministes locaux. Toutes les tranches d'âge ont insisté sur l'importance de faciliter un dialogue intergénérationnel entre féministes. Il s'agit d'une part d'assurer la transmission des récits et des héritages militants entre féministes et, d'autre part, de favoriser la convergence de ces luttes « historiques » avec des luttes plus émergentes en Afrique de l'Ouest, comme les droits des personnes LGBTQIA+.

« L'une des revendications principales de ma génération féministe est la création d'un espace de dialogue intergénérationnel pour bénéficier de l'expérience des anciennes et le renforcement des capacités. L'ancienne génération a été beaucoup plus coriace, pourtant elle ne bénéficiait pas de toutes les ressources qui existent aujourd'hui, comme la mobilisation sur les réseaux sociaux par exemple. Il faut former les féministes sur la prise de parole en public et le plaidoyer pour qu'elles s'affirment davantage ». **AMINATA BADIANE THIOYE • 29 ANS, ALLIANCE NATIONALE DES JEUNES POUR LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE ET LA PLANIFICATION FAMILIALE, SÉNÉGAL.**

Modes d'action et mobilisations: entre mobilisation sociale et plaidoyer politique

Les entretiens ont identifié plusieurs modes d'action, caractérisés par leurs modalités, leurs cibles, leurs niveaux ou leurs canaux. Les féministes interviewé-e-s insistent sur l'importance d'impulser le changement de mentalités d'abord au niveau de la cellule familiale et à travers l'éducation scolaire, et parfois religieuse, car il s'agit selon elles des deux instances de socialisation primaires où déconstruire les normes patriarcales.

Les mobilisations des militant-e-s sont diverses et varient entre action individuelle et action associative. On retrouve ainsi à la fois des militantes blogueuses qui agissent comme des influenceuses individuelles et interpellent les autorités, grâce à une communauté d'abonné-e-s, et des militantes engagées au sein d'associations communautaires qui vont privilégier l'action directe et collective, par exemple en s'interposant de façon très concrète lors de mariages d'enfants.

« Je me sens féministe et j'ai souhaité me mobiliser en ligne, à travers les médias et les réseaux sociaux qui me permettent d'exprimer mes positions sur la toile publique. Je souhaitais créer une entreprise de presse mais il me manquait des fonds, alors j'ai d'abord fondé l'ONG Opinion Éclairée avant de lancer le journal en ligne Le Média citoyen. Les membres de l'ONG sont aujourd'hui celles et ceux qui rédigent les articles du Média citoyen. Mon but était de favoriser la publication d'articles qui valorisent le travail des rédactrices et de donner la parole aux femmes dans les médias. Il est important de créer un espace pour transmettre le point de vue des femmes, et donc chaque semaine, plusieurs articles leur donnent la parole. En parallèle, je gère un collectif informel, le Salon des Femmes journalistes, qui regroupe des jeunes journalistes, des blogueuses ou des étudiantes en journalisme. Tous les deux mois, nous organisons des rencontres entre ces femmes qui permettent d'aborder les thèmes du leadership dans le journalisme mais aussi d'autres sujets d'actualité pour les femmes dans le pays. Si les membres de ce collectif ne se revendiquent pas toujours comme féministes, elles veulent en savoir davantage sur leurs droits et le leadership des femmes dans leur profession. Comme ce collectif est informel et n'a pas une structure officielle, c'est vrai qu'il est dur de trouver des sponsors et des financements. Aujourd'hui, le Salon des Femmes est autofinancé par les cotisations des membres et par moi-même ». **NESMON DE LAURE • 35 ANS, RÉDACTRICE EN CHEFFE DU JOURNAL EN LIGNE LE MÉDIA CITOYEN ET FONDATRICE DE L'ONG OPINION ÉCLAIRÉE, CÔTE D'IVOIRE**

Ces deux volets d'action - mobilisation sociale et plaidoyer politique - sont indispensables et indissociables. D'une part, les actions de sensibilisation permettent de construire une base sociale en faveur des sujets d'égalité femmes-hommes et ainsi d'exercer une pression sur les décideur-e-s politiques. D'autre part, le plaidoyer politique permet de traduire dans les politiques publiques et les textes législatifs les revendications et les aspirations des communautés. C'est pourquoi il est crucial de travailler sur ces deux niveaux de façon coordonnée. D'un point de vue opérationnel, cela exige des financements qui articulent la sensibilisation et le plaidoyer politique.

« Plus les femmes comprennent la politique, mieux elles s'engagent. Pourquoi s'engager ? Je pense que cet engagement correspond à l'idée de quitter ce que j'appelle "le monde social" afin d'entrer dans "le monde politique", parce que malheureusement on reste beaucoup dans le monde social. Mais quand et comment peut-on impacter la politique si l'on n'intègre pas les sphères décisionnaires, si l'on ne crée pas des organisations, des partis et si l'on ne gêne pas le discours politique dominant ? » LAETITIA CARELLE GOLI • 29 ANS, BLOGUEUSE ET RÉDACTRICE, CÔTE D'IVOIRE.

Une nécessaire mise en réseau pour « faire mouvement »

Face à la pluralité des mouvements féministes, et aux dimensions individuelles et collectives de ces mouvements, plusieurs interviewé-e-s ont mis en avant la nécessité de créer des espaces collectifs de concertation et de réflexion entre militant-e-s et associations féministes. Cependant, les logiques d'appels à projets, avec des enveloppes limitées, ne facilitent pas cette mise en réseau. Elles tendent au contraire à fractionner le paysage associatif féministe.

« Il faut que les féministes se regroupent, qu'elles essaient de se fédérer, de se soutenir sur chaque projet à impact sur la promotion des droits des femmes. Pour moi, en Côte d'Ivoire, il faudrait penser à une sorte de "Maison du Féminisme, de l'Afro-féminisme", ou "de la femme" comme au Sénégal, qui regrouperait les féministes du pays (ou d'Abidjan). Il y aurait de la littérature sur le féminisme en Afrique, un espace pour débattre, échanger des idées et faire bouger les choses. Grâce à cet espace, les jeunes filles pourraient venir s'instruire sur ce qu'est le féminisme. Je pense que c'est nécessaire, parce qu'il faut des actions coordonnées des féministes ivoiriennes et aussi une éducation sur cette thématique pour faire changer les mentalités ».

MEGANNE LORRAINE BOHO • 25 ANS, PRÉSIDENTE DE LA LIGUE IVOIRIENNE DES DROITS DES FEMMES

Défis et stratégies d'adaptation mises en place

Comme partout dans le monde, les militantes féministes doivent faire face au quotidien à divers types de résistance liées à leur engagement et aux idées qu'elles défendent. Parmi ces difficultés, les interviewé-e-s ont notamment cité :

- Des contraintes liées aux bailleurs ;
- Un rapport de force souvent compliqué avec les autorités ;
- Un manque d'espaces pour assurer une transmission intergénérationnelle entre militant-e-s féministes et pour faciliter la mise en réseau des associations ;
- Un engagement personnel conséquent et des risques importants encourus (harcèlement en ligne, menaces, etc.).

Comment soutenir les jeunes féministes, dans la perspective du Forum Génération Égalité 2021 ?

La question du soutien aux mouvements de jeunes féministes est au cœur du Forum Génération Égalité 2021 organisé par ONU Femmes et présidé par la France et le Mexique. Ce forum donnera lieu au lancement de six coalitions d'action qui auront pour ambition d'avoir « un réel impact en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de droits des filles et des femmes ». Cela ne peut se faire sans la pleine et entière participation des associations et mouvements féministes, qui apportent une vision ancrée dans les réalités et problématiques concrètes auxquelles font face les femmes et les filles, vision différente de celle des gouvernements. Une de ces coalitions d'action sera dédiée spécifiquement aux "Mouvements et leadership féministes". Les recommandations ci-dessous, issues des entretiens avec ces féministes du Sénégal et de Côte d'Ivoire, s'adressent en particulier aux États qui piloteront les coalitions d'action et à la France dans le cadre de la définition de sa politique étrangère féministe, mais elles peuvent évidemment s'appliquer à tous les États.

Faciliter la mise en réseau des militant-e-s et associations féministes et créer les conditions d'un dialogue intergénérationnel

Les associations et militant-e-s féministes ont besoin d'espaces pour échanger et réfléchir à des stratégies communes de mobilisation et de plaidoyer. Si plusieurs plateformes de ce type existent dans les régions anglo-saxonnes, elles font défaut en Afrique de l'Ouest, et plus largement dans le monde francophone. Le manque de moyens pour construire et faire vivre ce type d'espaces entre associations féministes de la région et plus globalement de la francophonie se traduit, souvent, par le fait que les voix féministes francophones, et a fortiori d'Afrique francophone, sont assez peu entendues dans les processus et fora internationaux.

Co-construire les politiques publiques avec les militant-e-s et associations féministes d'Afrique de l'Ouest

Les associations et mouvements féministes contribuent à faire de l'égalité femmes-hommes un sujet politique, et à faire des approches féministes un projet de société. Elles doivent à ce titre être considérées comme des partenaires légitimes dans la construction de politiques publiques. Il est nécessaire de sortir d'une approche programmatique en silo pour adopter une approche politique dans laquelle les réseaux féministes sont associés à l'élaboration de stratégies communes. En participant à la construction des politiques publiques de développement et de solidarité internationale, ces réseaux contribuent à une meilleure identification des besoins et à l'élaboration de réponses justes et adaptées.

Adapter les mécanismes d'octroi des financements pour faciliter l'accès des organisations féministes locales et parvenir à de véritables changements sociétaux et politiques

Les associations de droits humains et les associations féministes en particulier sont sous-financées. De nombreuses études et rapports l'attestent.¹ La situation est encore plus critique pour les petites associations locales. Par ailleurs, quand ces organisations ont accès à des financements, ceux-ci sont très contraints, et cela limite leur impact. Il est indispensable de revoir les modalités de financement et plus encore les partenariats entre bailleurs et associations féministes afin d'appuyer, dans leur diversité, les associations militant pour les droits des femmes, tout en favorisant leur capacité à agir ensemble pour promouvoir des changements politiques et sociétaux sur le long terme. Pour ce faire, voici quelques axes de transformation à explorer : développer un véritable écosystème de financements qui permette d'appuyer une grande variété d'associations, y compris les petites et moyennes associations locales ; proposer à côté des financements de projet des financements de fonctionnement ; prioriser les financements à long terme et flexibles, qui participent à la pérennité des organisations et permettent des changements structurels de normes sociales et de genre ; soutenir les alliances nationales et transnationales entre actrices complémentaires ; ne pas imposer de cofinancement pour les projets ; alléger le système de reporting ; revoir la manière dont sont suivis et évalués les projets.

Appuyer activement la participation des jeunes féministes aux fora internationaux

En Afrique de l'Ouest francophone, les réseaux de la société civile, et en particulier les réseaux féministes, se heurtent souvent à diverses difficultés qui les empêchent de faire entendre leur voix. La première difficulté est linguistique - la plupart de ces processus étant anglophones - les autres relèvent d'un manque de soutien politique et financier. La participation de ces réseaux au Forum Génération Égalité, y compris dans l'élaboration des contenus des coalitions d'action, est indispensable.

1. Rapport du Haut Conseil à l'Égalité *Où est l'argent pour les droits des femmes ? Une sonnette d'alarme* (2016) ; Rapport de AWID *Vers un écosystème de financement féministe* (2019)

Aminata Badiane Thioye



À 29 ans, Aminata Badiane Thioye est cheffe de projets, responsable communication, plaidoyer et campagne à l'Alliance nationale des jeunes pour la santé sexuelle et reproductive et la planification familiale de Dakar. Spécialiste du genre et des droits humains, elle se définit comme activiste et féministe luttant pour les droits des femmes.

Aminata déplore le fait que le terme “féministe” ait une connotation négative, même dans les cercles féminins engagés. Elle souligne la nécessité de mieux expliquer les enjeux du féminisme afin de rallier davantage de femmes à la cause féministe. Pour elle, il est important d'adapter le combat féministe aux réalités de son pays, sans pour autant mettre de côté les changements qui s'opèrent sur le champ continental et/ou international.

Son engagement féministe s'est consolidé pendant ses études universitaires, lorsqu'elle a co-créé une association qui promeut l'accès à l'éducation pour toutes et l'accès des femmes aux postes à responsabilité dans les amicales. L'objectif de cette association était également de lutter contre les agressions sexuelles au sein des sphères étudiantes, qui constituent souvent la première étape avant le harcèlement sexuel dans le monde professionnel.

Par son engagement associatif et professionnel, Aminata promeut une meilleure santé des femmes, fondée sur les droits humains. Cela passe par la lutte contre la mortalité maternelle et infantile, ainsi que la lutte contre la précarité menstruelle. Aminata mène des actions qui ciblent en particulier les jeunes

filles dans le milieu rural et urbain. En ce sens, Aminata travaille sur la promotion de la planification familiale et de ses bienfaits sur le plan social, économique ou politique. Par exemple, la planification familiale permet l'espacement des naissances, ce qui a un impact direct sur la vie professionnelle des femmes. Aminata estime que la diffusion d'informations auprès des jeunes est essentielle, et elle promeut l'organisation de discussions entre pairs, notamment sur le thème de la santé sexuelle et reproductive.

Selon Aminata, pour arriver à mobiliser largement l'opinion publique, les féministes sénégalaises doivent s'appropriier les préoccupations des femmes sénégalaises et faire en sorte que leurs revendications reflètent les difficultés quotidiennes des Sénégalaises. Par exemple, la question de la polygamie avec son lien direct avec les violences économiques est un problème souvent souligné par les femmes dans leurs sessions de sensibilisation communautaire, mais qui n'est malheureusement pas assez abordé par les féministes.

Par ailleurs, Aminata se mobilise pour améliorer la sécurité de l'espace public et sa réappropriation par les femmes. Elle lutte notamment contre le harcèlement de rue que subissent les femmes et qui a un impact majeur sur leur vie professionnelle. Par exemple, afin d'éviter de se déplacer à des horaires où les rues sont peu éclairées et peu fréquentées, elles sont souvent les dernières à arriver au bureau et les premières à le quitter.

Au Sénégal, si l'État a engagé un dialogue national avec la participation des organisations de femmes de la société civile, Aminata déplore le fait que ce sont souvent les mêmes groupes correspondant à l'ancienne génération de féministes qui sont consultés. Elle souligne la nécessité de mettre en place un espace de dialogue intergénérationnel pour bénéficier de l'expérience des « anciennes » et d'un renforcement de capacités. Selon Aminata, l'ancienne génération de féministes a été beaucoup plus « coriace ». Aujourd'hui, la nouvelle génération d'activistes a énormément

de potentiel, mais elle ne s'appuie pas encore de façon stratégique sur les nouvelles ressources de mobilisation et d'influence à disposition telles que les réseaux sociaux. L'heure est donc à la mobilisation intergénérationnelle, mais également à la formation des citoyennes sur la prise de parole en public et les outils de plaidoyer.

“

Plus les féministes sont nombreuses, plus elles sont fortes. Tous les soutiens sont les bienvenus, qu'ils soient locaux et internationaux, car ils renforcent la crédibilité et la légitimité de la lutte pour les droits des femmes. Toutes les femmes et les filles doivent savoir que l'injustice ne sera pas un obstacle à leur succès, si elles sont solidaires, qu'elles rêvent grand et qu'elles travaillent dur.

”

Dior Fall Sow



Dior Fall Sow a grandi avec une mère engagée dans la défense des droits des femmes et considérée comme l'une des pionnières du féminisme sénégalais. Si ces pionnières ont été perçues comme des acculturées, des anti-religion, cela ne les a pas empêchées d'avancer et de mener des combats. Dior a hérité de cette détermination pour protéger les droits des femmes. Juriste et magistrate, elle a été directrice de l'Éducation surveillée de la Protection sociale, puis à la tête des Affaires juridiques de la compagnie de télécommunications Sonatel. Dior a été la première femme nommée procureure de la République. Elle a également officié au Tribunal pénal international pour le Rwanda pendant huit ans. Désormais basée au Sénégal, elle poursuit son travail de consultation

nationale, régionale et internationale au niveau de la Cour pénale internationale et dans d'autres pays africains.

Dior a fait de la législation sénégalaise son champ de bataille. Elle défend les droits humains, et plus particulièrement ceux des femmes et des enfants. Avec un groupe de femmes, elle a cofondé l'Association des Juristes Sénégalaises (AJS), qui mène un travail de sensibilisation et de transmission des valeurs humanistes et féministes auprès des jeunes depuis 1974.

Dior estime qu'il est difficile de se définir comme féministe au Sénégal. Pourtant, son parcours inspirant montre qu'il est possible d'obtenir des progrès sociétaux lorsque

les femmes exercent des postes à responsabilités ou ont un rôle dans les instances décisionnaires. Pour elle, tout est une question de courage. Alors, quand elle a été affectée comme magistrate à Saint-Louis et qu'on lui a suggéré de rester à Dakar, auprès de sa famille, elle a refusé net. En tant que femme active, elle ne s'est jamais laissé dicter sa conduite. Elle refuse les discriminations mais aussi les faveurs uniquement fondées sur le genre.

Dior promeut un féminisme africain qui prenne en compte les valeurs socioculturelles sénégalaises. C'est en ce sens qu'elle a créé l'association Le réveil de la femme, qui sensibilise les femmes sénégalaises à leurs droits. Pour faire vivre ce féminisme africain, il faut considérer les acteurs et actrices du changement et les influences locales. Dior sait que les autorités religieuses de son pays sont influentes et elle a travaillé avec des islamologues pour défendre le droit des femmes à exercer l'autorité parentale. Pour elle, la question des droits doit sortir des champs purement législatif et politique pour apporter de véritables progrès sociaux. C'est pour cela qu'elle estime que la société civile a un rôle essentiel à jouer dans la veille, l'alerte à donner et la pression à exercer sur les autorités publiques.

Tout le combat professionnel et associatif de Dior vise à ce que chacun-e connaisse ses droits. L'année dernière, elle a participé à l'adoption du projet de loi pour la criminalisation du viol. Pour elle, il faut mettre fin à la culpabilisation des victimes et tendre vers davantage de dialogue avec la société qui ne prend pas conscience « que le viol est une destruction pure et simple de la personne humaine ». Les conséquences d'un viol sont désastreuses sur les victimes, et plus généralement sur la société. L'heure est donc à la compréhension par toute la société de cette nouvelle loi. Cela doit passer par un travail de traduction pour sensibiliser le grand public, car la loi n'a de sens que si elle est comprise.

Dior a l'ambition que son pays respecte les engagements internationaux qu'il a pris. Par conséquent, elle nourrit sa réflexion et son

plaidoyer par des références juridiques africaines telles que le Protocole de Maputo, un texte écrit par les pays africains, dans un environnement africain et qui doit être appliqué pour le bien des Africaines. Le Sénégal a ratifié le Protocole de Maputo, qui stipule que l'avortement médicalisé doit être autorisé, mais jusqu'à présent ce droit n'a pas été appliqué.

Dior a confiance en la jeunesse pour qu'un changement de mentalité s'effectue avec la contribution égale des hommes et des femmes. Pour cela, il faut que les jeunes générations comprennent qu'elles ont un rôle important à jouer dans le développement du pays. Il leur faut acquérir des valeurs et des principes importants tels que la foi, la détermination, la solidarité et l'honnêteté intellectuelle.

“

La démocratie est la souveraineté du peuple, hommes et femmes, et si l'un de ces piliers est en déséquilibre par rapport à l'autre, on aura une démocratie bancal. Il faut donc que les deux entités soient égales, équilibrées. Il faut établir une solidarité entre les hommes et les femmes. La question du viol, celle de l'avortement devraient être des questions de toute la société. Le développement concerne toute la nation.

”

Élysée Lopez Leroux



Élysée Lopez Leroux, 37 ans, s'engage pour l'égalité femmes-hommes depuis plus de dix ans. Né dans une famille où il y avait plus de femmes que d'hommes, Élysée a été éduqué dans un milieu féministe. Son arrière grand-mère, juge respectée dans un village de l'ouest de la Côte d'Ivoire, représente un vrai modèle pour lui. Selon lui, l'accès des femmes aux postes à hautes responsabilités est l'un des enjeux majeurs de nos sociétés aujourd'hui.

Élysée s'engage particulièrement dans la lutte contre le VIH/sida. En 2001, il a cofondé le Réseau ivoirien des jeunes contre le sida (RIJES), dont il est le directeur exécutif depuis 2008. Bien que la promotion des droits des femmes ne soit pas identifiée

comme le premier objectif du RIJES, le réseau agit de fait sur un certain nombre d'enjeux directement liés à ce sujet. Par sa prise de conscience féministe, Élysée a commencé à sensibiliser son entourage, notamment ses collègues du RIJES, afin de créer davantage de partenariats avec des organisations défendant les droits des femmes.

En ce qui concerne le VIH/sida, Élysée constate une féminisation de l'épidémie en Côte d'Ivoire - les deux tiers des personnes séropositives sont des femmes. Selon lui, les causes sont d'abord liées aux normes sociales : les femmes ayant moins de pouvoir décisionnel au sein des couples, elles ne peuvent pas imposer l'utilisation du préservatif lors du rapport sexuel. La persistance

de la polygamie, de façon informelle, et la faible utilisation des moyens de protection sont d'autres facteurs d'explication. Souvent, les femmes manquent de moyens financiers pour acheter des préservatifs. Toutefois, ces normes sociales semblent évoluer doucement. Pour Élysée, il faut agir sur plusieurs fronts: améliorer l'accès des filles et des femmes à l'éducation, y compris l'éducation complète à la sexualité, et favoriser leur autonomisation économique, pour garantir un accès à de meilleures opportunités professionnelles, et à une certaine indépendance.

Élysée observe qu'il est en quelque sorte plus facile de se revendiquer féministe en tant qu'homme qu'en tant que femme. Il constate que beaucoup d'hommes acceptent son engagement, ce qui rend le dialogue possible. Il prend le temps de leur expliquer l'importance et le bien-fondé des politiques publiques égalitaristes comme la parité, par exemple. De plus, Élysée est régulièrement témoin de situations où les hommes sont plus écoutés que les femmes lorsqu'ils prennent la parole, y compris sur des sujets d'égalité femmes-hommes. Cette dynamique de pouvoir entretient une monopolisation de la parole par les hommes et dissuade certaines femmes de s'engager dans des luttes féministes qui les concernent pourtant au premier plan.

À Abidjan et dans d'autres villes de Côte d'Ivoire, le RIJES mène des campagnes de sensibilisation et met en œuvre des projets de plaidoyer. Les actions se focalisent sur l'inclusion de l'éducation complète à la sexualité dans le curriculum scolaire, la lutte contre le VIH/sida, le droit à la santé et à l'éducation, ainsi que la lutte contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Les activités étant principalement dédiées aux jeunes, Élysée souligne l'importance d'utiliser les réseaux sociaux et la radio pour faire passer les différents messages. Récemment, le RIJES a également lancé un projet de plaidoyer pour l'accès à l'avortement sécurisé, car, pour l'instant en Côte d'Ivoire, l'avortement n'est autorisé qu'en cas de viol et d'inceste.

Ces restrictions conduisent à des avortements clandestins qui mettent la vie des femmes en danger. Élysée et ses collègues du RIJES se battent pour que la loi change.

“

Ce qui m'a motivé, c'est que depuis tout petit, j'étais tout le temps avec mes tantes. C'est avec elles que j'ai grandi et elles ont été des modèles pour moi. Dans ma famille, il y avait même une grand-mère qui avait un poste de juge. Et après sa mort, tout le monde lui a rendu hommage, en disant qu'elle était juste, impartiale. Du coup, je me dis, si c'est une femme qui l'a fait, d'autres femmes peuvent le faire. Et puis il y a le fait que très tôt, quand je me suis engagé dans la lutte contre le VIH/sida, on a vu qu'en Côte d'Ivoire, l'épidémie de VIH était vraiment féminisée. Les femmes étaient très touchées. Et c'était dû à des rapports de pouvoir inégalitaires avec les hommes, et au fait qu'elles ne pouvaient pas négocier le port du préservatif de la même manière.

”

Fatou Ndiaye Turpin



Cela fait plus de vingt ans que Fatou Ndiaye Turpin s'engage pour promouvoir et défendre les droits des femmes sénégalaises. En 1995, Fatou a participé à la Conférence de Pékin pour les droits des femmes. En tant que militante féministe, elle a joué un rôle déterminant dans l'adoption de la loi sur la parité en 2010 mais aussi dans la révision du Code de la famille en 2013, révision qui a accordé aux femmes le droit de transmettre la nationalité à leur enfant et à leur mari. Plus récemment, Fatou a rejoint les femmes qui ont réclamé justice dans son pays et qui se sont mobilisées pour faire reconnaître le viol non plus comme délit mais comme crime.

Fatou a débuté sa carrière comme fonctionnaire de l'État sénégalais et, en 1995, elle a fondé l'Association pour le développement de la femme et de l'enfant au Sénégal, qui vise à créer un environnement favorable à l'émancipation des femmes et des filles. L'engagement associatif est essentiel pour Fatou car, selon elle, il ne suffit pas de voter de nouvelles lois pour améliorer les conditions de vie des femmes au quotidien. Avec ses collègues et ses amies militantes, elle sensibilise les jeunes femmes sur les méthodes de contraception et plus généralement au sujet des droits et de la santé sexuels et reproductifs.

Elle a consacré son mémoire de troisième cycle à la thématique de la place des jeunes filles dans les instances de gouvernance locale avec une étude de cas sur l'Association Sportive et Culturelle.

Depuis 2015, Fatou est à la tête du réseau *Siggil Jigéen*, qui travaille avec des associations de 14 régions du pays afin d'améliorer le statut des femmes sénégalaises, notamment au sein d'Alliance Droits et Santé. Ce réseau a pour mission de renforcer la participation politique des femmes dans la vie publique, de faire connaître leurs droits et de les rendre actrices de la lutte contre les violences basées sur le genre. Aujourd'hui, grâce à ce réseau, Fatou et son équipe accompagnent plus de 12 000 femmes dans des domaines d'activité liés à la santé sexuelle et reproductive, la recherche, le leadership des jeunes, l'alphabétisation, la formation, la microfinance et la lutte contre la pauvreté. Autant de progrès qui montrent qu'avec un engagement de la société sénégalaise et des interventions coordonnées sur le terrain, il est « possible de réaliser ce qui paraissait irréalisable ». Pourtant, Fatou remarque que nous sommes dans une phase critique du mouvement féministe sénégalais et que si nous n'y prenons pas garde, la brèche entre générations va très vite s'agrandir. Elle souhaite donc favoriser davantage le dialogue avec la nouvelle génération.

Si Fatou a pu observer une certaine amélioration du système législatif sénégalais, elle déplore le manque d'application des nouvelles lois progressistes. À plusieurs reprises, elle a constaté que le gouvernement prenait souvent de grands engagements au niveau international mais qu'une fois rentré au pays, il n'y avait pas d'harmonisation avec la législation nationale, ni de co-construction avec les organisations de la société civile. Par conséquent, elle s'est lancée dans un travail collaboratif avec les parlementaires sénégalais-e-s et, avec ses collègues, a tenu des auditions publiques des candidats lors de l'élection présidentielle de 2019.

Impliquée dans cette dynamique de changement depuis de nombreuses années, Fatou voit son travail de sensibilisation et de plaider auprès des institutions nationales, mais aussi des institutions régionales telles que la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), comme un moyen d'instaurer des rapports de genre égaux dans la société sénégalaise, en vue de construire des sociétés plus justes et durables.

“

L'engagement associatif est essentiel, car il ne suffit pas de voter de nouvelles lois pour améliorer les conditions de vie des femmes au quotidien. Avec un engagement de la société sénégalaise et des interventions coordonnées sur le terrain, il est possible de réaliser ce qui paraissait irréalisable. Aujourd'hui, nous sommes dans une phase critique du mouvement féministe sénégalais. Si nous n'y prenons pas garde, la brèche entre générations va très vite s'agrandir. Il faut créer les conditions d'un dialogue avec la nouvelle génération.

”

Hyacinthe Coly



Hyacinthe Coly est un jeune homme de 31 ans de Dakar, qui se considère féministe et l'affirme sans détour. Depuis décembre 2019, il est le secrétaire exécutif du Réseau des Jeunes pour la promotion de l'abandon de l'excision et des mariages d'enfants. Très jeune, Hyacinthe s'est engagé pour les droits des femmes au sein du mouvement scout. Son rôle était d'encadrer les différentes activités de jeunes lors des temps d'animations ainsi que les actions de plaidoyer.

En 2014, Hyacinthe a participé au *Girl Summit* à Londres, une conférence mondiale pour promouvoir un monde sans mutilations génitales féminines (MGF) et mariages d'enfants. Dès son retour, il a organisé un atelier de restitution avec 25 organisations de jeunes

qui luttent pour les droits des femmes, notamment pour l'abandon des violences basées sur le genre et des MGF, ainsi que pour la promotion des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Suite à cet atelier, les participant·e·s ont mis en place le Réseau des Jeunes pour la promotion de l'abandon de l'excision et des mariages d'enfants, comprenant environ 30 organisations de jeunes. Le réseau a été officiellement reconnu en 2016. Aujourd'hui, le réseau regroupe au moins 30 000 personnes dans le pays entier, à travers différentes campagnes de sensibilisation et activités. Les organisations membres se retrouvent dans différents domaines d'intervention et elles partagent un engagement commun pour les droits des filles et des femmes au Sénégal.

Le réseau travaille dans des régions particulièrement exposées aux MGF : Kolda, Sédhiou, Matam, Kédougou, Ziguinchor, ainsi que dans les localités des zones frontalières, parce qu'en Guinée et au Mali, il n'y a pas de loi qui condamne la pratique de l'excision et des mariages de filles. Dans la périphérie de Dakar, qui regroupe une population multiculturelle, les habitant-e-s viennent de différentes régions qui pratiquent également l'excision. Souvent, le schéma est le même : les filles sont envoyées dans cette région pour rendre visite à "une tante" au village et elles peuvent être excisées sous la pression des grand-mères et/ou des exciseuses. Hyacinthe souligne l'importance du plaidoyer et des actions de communication afin de combattre cette pratique néfaste. Le réseau travaille avec d'anciennes exciseuses, des agent-e-s communautaires, des chefs religieux et les jeunes leaders communautaires.

Après quatre ans à la tête du réseau, Hyacinthe a cédé la présidence à Sophie Ndiaye Sy pour occuper le poste de Secrétaire exécutif. Aujourd'hui, il est diplômé d'un Master en Gestion de projet et il continue son engagement au sein du réseau et d'autres organisations pendant son temps libre. Il est le président de la Commission Santé au niveau du Conseil national de la jeunesse où il s'engage dans un plaidoyer auprès du gouvernement pour augmenter le budget dédié au soutien de la jeunesse. En 2019, Hyacinthe a également rejoint le Collectif Doyna comme responsable de plaidoyer.

Fort de son engagement de longue date, Hyacinthe a été nommé Ambassadeur de la campagne internationale *He For She*. Cette nouvelle fonction lui a permis de rencontrer beaucoup d'activistes du monde entier en participant à plusieurs conférences internationales, notamment au siège de l'Union Africaine, à Addis Abeba, où il a participé à un panel de haut niveau avec des chefs religieux.

“
Aujourd'hui, l'organisation travaille beaucoup avec les hommes, pour faire changer les représentations liées aux masculinités, et aller vers des masculinités positives, mais c'est très difficile au Sénégal. Il y a des pressions, des menaces, des insultes, mais nous continuons notre lutte et nous espérons être appuyés et poussés vers l'avant avec d'autres qui croient en ce que nous faisons.
”

Laetitia Carelle Goli



Laetitia Carelle Goli est ivoirienne et a 29 ans. Elle est également blogueuse et rédactrice d'articles de presse. Elle a travaillé comme chargée de projet et conseillère politique au sein du pôle Genre et féminisme de la fondation Friedrich Ebert. Basée à Abidjan, cela fait maintenant quatre ans qu'elle milite comme féministe à travers de multiples actions individuelles et collectives.

Son engagement est né de ses expériences personnelles en tant que femme ainsi que d'une réflexion sur le statut des femmes par l'exploration de travaux féministes réalisés aux États-Unis. Elle a commencé à se mobiliser en créant un blog qui aborde des problématiques liées à la vie quotidienne des femmes dans son pays. Puis, elle est entrée en

contact avec des féministes de Côte d'Ivoire et d'autres pays afin de constituer un réseau d'échanges, de soutien et d'actions militantes en ligne, principalement sur les réseaux sociaux. Pour Laetitia, il est essentiel d'exposer le sujet du féminisme sur la toile afin de dénoncer les violences faites aux femmes et d'aider les survivantes lorsque ces dernières ne peuvent pas s'exprimer, par peur du tabou.

Laetitia revendique son positionnement féministe. Elle explique d'ailleurs que dans son parcours, plus elle s'affirmait féministe, plus l'aversion envers ce mot lui donnait envie de poursuivre son engagement. Face aux critiques dirigées à l'encontre des féministes, face au sexisme et à la misogynie ambiante, Laetitia sait qu'il est nécessaire de diffuser et

de renforcer les réflexions féministes. Elle se retrouve dans un féminisme intersectionnel car elle considère que toutes les inégalités (liées au genre, à l'origine sociale ou à la couleur de peau) sont liées dans la lutte féministe.

Au sein de la fondation Friedrich Ebert, Laetitia a réalisé des études de prospection visant à la compréhension des enjeux locaux, et des actions de sensibilisation et de plaidoyer. Dans la sphère politique, ses actions ont pour objectif l'amélioration de la représentativité des femmes. Et en ce sens, elle assure également des actions de mentorat destinées aux jeunes femmes afin de susciter et de renforcer leur intérêt pour la politique, tout en leur enseignant les mécanismes internes de ce monde. Pour elle, il est indispensable que les femmes participent davantage à la politique et ne restent pas uniquement cantonnées à ce qu'elle appelle le "monde social". Si les actions de ce programme de mentorat touchent d'abord les jeunes femmes vivant en milieu urbain, il s'agit aussi d'atteindre différents milieux sociaux et d'intégrer d'autres groupes marginalisés comme les communautés LGBTQIA+.

En plus de son engagement professionnel, Laetitia s'investit beaucoup sur la toile. Grâce à la popularité de son blog, elle intervient dans les médias et lors de conférences portant sur la situation des femmes ou sur les mouvements et les pensées féministes, avec l'objectif de déconstruire les stéréotypes qui leur sont accolés.

En 2017, elle a activement participé à la construction du réseau féministe Alliance des femmes engagées pour le changement, l'ALFEC, lancée par la fondation Friedrich Ebert. Ce réseau se concentre sur le renforcement du leadership féminin en politique. Reposant sur des structures de solidarités sociales, ce réseau permet d'organiser des actions collectives de dénonciation des violences basées sur le genre à travers la visibilité des affaires et un accompagnement informel des victimes, là où parfois les structures institutionnelles ont encore des lacunes. L'ALFEC travaille également en collaboration avec d'autres associations. Ainsi, pour Laetitia, il

serait intéressant de créer une plateforme regroupant toutes ces associations et militantes féministes agissant individuellement, afin de faciliter la communication, d'éviter un doublage du travail et d'étendre la portée des réseaux à toutes les femmes ivoiriennes. Laetitia s'apprête à lancer l'académie politique des femmes qui vise à inculquer une culture politique et syndicale aux femmes par le canal du digital. À l'avenir, un de ses projets serait la création d'une bibliothèque du féminisme.

“

En Côte d'Ivoire, il y a une multitude de réseaux et d'associations de femmes, mais celles-ci ne sont pas forcément au courant des actions des unes et des autres. Il devrait y avoir une plateforme qui mette en réseau ces activistes, qui leur permette d'unir leurs forces, de mener des actions collectives.

Je voudrais par exemple à l'avenir créer une bibliothèque du féminisme afin d'ouvrir un espace d'échange d'idées et de savoirs entre militantes.

”

Maimouna Astou Yade



Maimouna Astou Yade est une activiste féministe sénégalaise de 30 ans. Dès l'âge de 16 ans, elle devient bénévole dans la protection des enfants de la rue de sa ville : Kaolack. Juriste de formation et ayant fait des études de relations internationales et de géopolitique, elle a toujours considéré important de s'engager. Elle s'est elle-même impliquée dans la politique dès 2009 en travaillant pour le ministère de la Jeunesse puis celui de l'Économie solidaire et de la micro finance. Depuis, elle est engagée dans la lutte contre les violences basées sur le genre.

Pendant ses études de juriste à l'Université de Dakar, elle a constaté que beaucoup de femmes de son entourage et de ses amies d'enfance ont été victimes de violences basées sur le genre : certaines ont été excisées, d'autres ont dû quitter l'école très tôt pour subvenir aux besoins de leur famille. Elle a aussi pu observer que l'université, comme l'école, exacerbait les inégalités de richesse et de chances. Consciente de sa situation privilégiée, elle a accueilli dans sa chambre plusieurs étudiantes qui avaient quitté leur village natal pour venir étudier à Dakar. Elle a alors décidé de co-fonder une association de jeunes femmes déléguées, afin de porter les revendications et les besoins des étudiantes auprès de l'Université.

Dans sa démarche féministe, Maimouna est attentive à la prise en compte des réalités spécifiques vécues par les femmes en Afrique ou les femmes d'ascendance africaine. Elle a par exemple porté un plaidoyer fort au Forum Panafricain des Jeunes Leaders sur les questions d'excision, alors qu'elle dirigeait le Club des Jeunes Filles en Population et Développement. Elle a ensuite travaillé pour la mise en œuvre de programmes contre l'excision dans les zones les plus rurales du Sénégal. Elle a également été membre fondatrice de YWA Sénégal et la première présidente de l'association, avant de la quitter en 2015. Elle a créé la plateforme *JGEN Women Global Entrepreneurship*, inaugurée en novembre 2017, pour aborder les questions de l'emploi au Sénégal et de l'intégration des femmes dans le marché du travail. Grâce à cette plateforme, elle a lancé un programme d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes femmes sénégalaises, en partenariat avec le Ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle.

Enfin, Maimouna entend renforcer la place des femmes dans la vie politique et citoyenne. Le réseau *JGEN Women Global Entrepreneurship* va prochainement lancer un projet sur l'intégration du genre dans la gouvernance locale pour promouvoir la participation des femmes à la politique et augmenter le nombre de femmes qui se présentent aux élections municipales. Il s'agira de la première initiative de ce type au niveau local, initiée et conduite par une organisation de jeunes féministes.

“

La question de la santé sexuelle et reproductive est une question qui a toujours été sensible. La nouvelle génération de féministes doit mener ce combat. L'action associative féministe est complémentaire de celle des pouvoirs publics. L'État peut prendre des mesures politiques et sociales, mettre en place les structures dédiées et adaptées. Les associations féministes, elles, peuvent sortir les gens de la maison, les amener à se rendre dans ces centres, à parler de ces sujets et à changer leurs perceptions.

”

Meganne Lorraine Boho



Meganne Lorraine Boho a 25 ans. Elle se définit comme féministe depuis toute petite, même si elle n'a compris la signification et les implications du mot qu'à l'adolescence. Elle a commencé à interroger les normes sociales très jeune. Plus tard, elle a été victime de violences sexuelles, conjugales et de harcèlement. Ses expériences personnelles ainsi que professionnelles - lors de son passage au Fonds des Nations unies pour la Population (UNFPA) en qualité de *digital consultant*, elle a été confrontée aux témoignages et aux statistiques accablantes concernant les violences basées sur le genre - l'ont poussée à s'engager davantage pour aider des femmes qui ont pu se trouver dans sa situation et faire face à un manque de services adéquats. Elle a donc

commencé à donner des conseils bénévolement à des jeunes femmes de sa communauté.

Elle a participé également à de nombreux programmes et formations, dont *The Study of the United States Institute for Women Leaders* dans l'État du Delaware et la *Young African Leadership Initiative (YALI)* à Lagos et à Dakar. Depuis, elle coach gratuitement des jeunes femmes pour les aider à accéder à ces programmes. En 2015, elle intègre la fondation internationale SEPHIS, une association apolitique qui agit pour la promotion du leadership féminin. En tant que Directrice régionale de la communication et des levées de fonds à SEPHIS, elle a été de l'équipe de mise en œuvre du *SEPHIS National Tour for Women*

Empowerment, une caravane ambulante traversant la Côte d'Ivoire pour rencontrer et former des jeunes femmes aux questions de genre. En 2019, son engagement est reconnu par l'obtention du *Diana Award*, prix qui souligne sa capacité à inspirer d'autres femmes à l'échelle communautaire et internationale.

Depuis, Meganne dédie son énergie à la lutte en faveur des droits des femmes et à la conduite d'actions pour lutter contre les violences domestiques, sexuelles et sexistes à l'égard des femmes à travers La Ligue Ivoirienne des Droits des Femmes dont elle est la présidente. Elle poursuit son engagement féministe, guidée par la volonté de changer la perception du rôle des femmes dans la société à travers ce réseau féministe qui accorde une place de choix à l'éducation sur le féminisme ainsi qu'à l'assistance juridique, psychologique et sociale aux survivantes de violences sexuelles et physiques. Elle croit fermement que l'assistance auprès des femmes victimes de violences, en plus d'être un objectif en soi, joue également un rôle-clé dans la mise en place d'une chaîne de confiance entre la société et les femmes dans le but de briser le silence, de les protéger et de protéger leurs droits.

Sélectionnée parmi plus de 5 600 candidatures, Meganne a été récemment désignée comme lauréate du programme *Women Deliver Young Leaders*. Elle fait partie des 300 jeunes leaders retenue·e·s en juin 2020 qui bénéficieront pendant deux ans de formations à travers le monde, de ressources qui leur permettront d'élaborer des programmes en faveur de la santé et des droits des filles, des femmes et des jeunes, ainsi que de participer à la conférence *Women Deliver 2022*, la plus grande conférence au monde sur l'égalité des sexes, la santé et les droits des filles et des femmes. Parmi ses nombreux projets à long terme, Meganne compte également s'engager dans la politique de son pays.

“

La mentalité est le plus grand obstacle dans la mise en œuvre de nos actions de lutte contre les violences faites aux femmes. D'aucuns pensent que nous sommes dans un combat hommes contre femmes ou que nous venons détruire des couples puisque nous sommes un réseau féministe. Ce qu'il faudrait savoir, c'est que résumer le féminisme uniquement à des problèmes de foyers, c'est lui enlever son essence. Dans le féminisme, il y a le droit à l'éducation, le droit d'accès aux instances de décision, l'arrêt de pratiques dangereuses telles que les mutilations génitales, les mariages forcés. Il y a une pléthore d'axes qu'il faudrait que notre société considère avant de s'opposer catégoriquement à cette lutte du respect des droits des femmes.

”

Morel-Imelda Kouadio



Morel-Imelda Kouadio est étudiante en sciences politiques depuis 2015 et actuellement en Master 2 de relations internationales et diplomatie. Depuis 2018, elle a à cœur de soutenir l'ONG ivoirienne Cavoequiva, qui prend en charge les jeunes filles victimes de traite et d'exploitation sexuelle. Elle s'engage également sur la toile en tenant un blog intitulé *Imelda Thinks That* sur lequel elle publie des articles portant sur le féminisme et la vie des femmes ivoiriennes. Avec plus de 1 500 lecteurs à travers le monde (Côte d'Ivoire, Maroc, Mali, Canada, États-Unis, France), cette blogueuse aborde le thème des violences basées sur le genre, de la santé mentale et des femmes en politique.

Morel-Imelda estime que la sphère familiale et la sphère scolaire sont les plus influentes dans la société et elle croit en le pouvoir de l'éducation pour faire évoluer les mentalités. En ce sens, l'éducation complète à la sexualité, notamment l'apprentissage du consentement, et la prévention des violences sexuelles, font partie des thèmes qu'elle souhaite voir enseignés dans toutes les écoles de son pays, et ce dès le plus jeune âge.

Pour cette activiste de terrain et blogeuse, les droits et la santé sexuels et reproductifs des femmes et des adolescentes sont au cœur des enjeux sociétaux actuels. Par exemple, les actions de mobilisation pour répondre à

la précarité menstruelle se multiplient et en ce sens, Morel-Imelda participe régulièrement à des collectes de produits d'hygiène menstruelle. Elle va aussi à la rencontre de jeunes femmes victimes de traite et d'exploitation sexuelle. Ces échanges l'ont convaincue de lutter pour garantir l'accès à l'éducation à toutes les jeunes filles.

Ayant eu l'opportunité d'effectuer un stage au sein du ministère des Affaires étrangères, Morel-Imelda souhaite poursuivre son travail dans le domaine politique afin d'obtenir la mise en place de quotas plus ambitieux pour favoriser la participation politique des femmes ivoiriennes. En effet, s'il existe aujourd'hui une loi qui impose un recrutement minimum de 30% de femmes aux postes à haute responsabilité, ce n'est pas suffisant pour atteindre la parité.

Pour Morel-Imelda, les féministes de Côte d'Ivoire n'ont pas nécessairement besoin d'un appui extérieur et étranger pour faire progresser les droits des femmes dans leur pays. L'impact d'une ONG étrangère reste trop souvent limité au renforcement de capacités, alors qu'il devrait s'inscrire dans une visée éducative de long terme. L'important est de soutenir les associations féministes en accord avec leur propre agenda, et de façon pérenne.

Elle poursuit son engagement pour l'accès à l'éducation qui est selon elle la clé dans le combat pour les droits des femmes.

“

Les politiciens peuvent agir mais je crois que c'est plus la cellule familiale qu'il faut influencer, parce que c'est au sein de la cellule familiale et scolaire que nous passons le plus de temps avant de nous lancer dans la société. Finalement, tu ne passes que quelques heures dehors, en considérant que "dehors", c'est la société. Par conséquent, ce sont avant tout les valeurs transmises à l'école et dans la vie familiale qui éduquent et façonnent la mentalité. Rien n'est vraiment inné, et c'est ce que l'éducation à la maison, c'est-à-dire dans la première cellule, va t'inculquer qui sera déterminant. Ensuite, en entrant dans la société, tu vas pouvoir faire en sorte ou pas de quitter ce schéma. C'est à toi de pouvoir impacter ce que la société va te donner, tu peux toujours prendre ce qui te plaît, ce que tu veux changer dans la société.

”

Ndèye Fatou Kane



Ndèye Fatou Kane est une féministe sénégalaise de 33 ans. Son engagement féministe est d'abord né de la volonté de visibiliser et documenter la pensée et les mobilisations des féministes de son pays. De retour au Sénégal après huit années en France, elle a constaté que les figures féministes sénégalaises historiques ne se faisaient plus entendre comme avant. Elle a donc décidé d'entreprendre un travail de recherches auprès d'elles. Parti d'une action militante personnelle, ce projet l'a poussée à poursuivre des études sur le genre. Désormais, elle s'intéresse particulièrement à l'engagement des jeunes militantes féministes au Sénégal.

Les travaux de Ndèye Fatou ont révélé une difficulté chez les pionnières féministes à passer le flambeau aux nouvelles générations.

Elle en a conclu qu'il fallait que les plus âgées tendent la main aux plus jeunes et que les féministes sénégalaises avaient besoin de se réapproprier d'une certaine manière l'héritage féministe sénégalais, pour mener les luttes de demain.

Forte de ce constat, elle a écrit *Vous avez dit féministe ?* en 2018, un livre sur ce qu'être féministe signifie aujourd'hui au Sénégal. Elle s'est pour cela inspirée de textes de féministes du monde, de Simone de Beauvoir à Chimamanda Ngozi Adichie ou Mariama Bâ, sans oublier Awa Thiam, autrice du premier livre cartographiant les féminismes en Afrique (*La parole aux négresses*, 1978). Elle a enquêté sur les mobilisations féministes sénégalaises et sur les théories afro-américaines, avec l'intersectionnalité en toile de

fond, en se demandant pourquoi ces mouvements n'interagissaient pas davantage et de façon plus audible au Sénégal. L'analyse de Ndèye Fatou est que cela est dû au fait que le féminisme est perçu au Sénégal comme un mouvement occidental et plutôt élitiste, voire académique. Aujourd'hui, il y a beaucoup de femmes au Sénégal qui se sont un peu écartées du féminisme parce qu'elles se disent qu'il est trop académique et déconnecté de leurs réalités. Mais selon Ndèye Fatou, elles sont féministes sans le savoir. Elle pense qu'il faut déconstruire ces représentations en allant chercher des figures de référence dans l'histoire sénégalaise, qui peuvent être considérées comme féministes aussi.

Nourrie par ses lectures, ses recherches et son militantisme, Ndèye Fatou affirme aujourd'hui qu'elle se rattache à un féminisme intersectionnel. Bien que l'intersectionnalité est à la base une théorie juridique, il s'agit d'un outil très utile pour représenter les oppressions subies par les femmes à tous les échelons de la société. Selon elle, il n'existe pas un féminisme africain au singulier, mais plusieurs féminismes. Ainsi, le vécu et le militantisme d'une femme sénégalaise vivant en Afrique ne sera pas le même qu'une femme afro-descendante vivant en Europe. Si les questions de genre et la lutte contre le patriarcat concernent toutes les femmes, certaines d'entre elles feront face à d'autres discriminations, liées au racisme par exemple. L'important est de faire preuve de solidarité entre féministes, qui ont toutes en commun deux combats fondamentaux : la liberté sexuelle et l'indépendance économique des femmes.

Selon Ndèye Fatou, le milieu féministe sénégalais est en pleine effervescence, mais il manque de structuration et d'espaces collectifs pour faire converger les luttes. Si le mouvement Yewwu Yewwi, pionnier de la lutte des femmes au Sénégal, a permis une structuration des mouvements féministes sénégalais, elle constate qu'aujourd'hui, les jeunes féministes sénégalaises n'ont pas encore cette culture de la mobilisation en réseau. L'impulsion des jeunes est pourtant bien là : les mobilisations en faveur de la lutte contre les violences sexuelles - qui ont conduit à une loi

criminalisant le viol - ont vu l'émergence de nouveaux groupes et l'essor d'un militantisme jeune et féministe sur les réseaux sociaux.

C'est dans ce contexte que Ndèye Fatou a d'ailleurs lancé le hashtag #BalanceTonSaii, devenu viral, qui fait écho à #BalanceTonPorc, pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles au Sénégal. Selon elle, il est important de maintenir la pression sur ces sujets au Sénégal, notamment pour veiller à l'application de la nouvelle loi criminalisant le viol.

Parmi les actrices agissant dans l'écosystème féministe, Ndèye Fatou souligne également le travail de qualité mené par les ONG pour accompagner les dynamiques militantes sénégalaises, tout en pointant une tendance à l'infantilisation des femmes dans les programmes pour l'égalité femmes-hommes. Elle rappelle qu'il faut respecter les réalités, travailler main dans la main, aller vers les organisations sur place et voir comment les accompagner.

Aujourd'hui, depuis Paris, Ndèye Fatou suit l'évolution et les mobilisations des mouvements féministes sénégalais, comme par exemple une campagne contre le harcèlement sexuel dans les transports publics (#BulMaRissu), à laquelle elle a contribué à distance. Elle a pour projet de retourner au Sénégal, pour mettre en pratique le savoir théorique acquis, mais aussi soutenir de façon plus directe ces mouvements.

“

Au Sénégal, le mot « féminisme » est souvent associé à un héritage français, et donc perçu comme une idée occidentale. Mais il faut déconstruire ce négativisme autour du terme et il faut aller fouiller plus loin dans notre histoire. Le féminisme n'a pas commencé avec Simone de Beauvoir, il y a eu des reines mères, des guerrières au Sénégal et pour moi, elles sont aussi féministes. Malheureusement, pour beaucoup, la féministe est celle qui est allée à l'université. Il y a un travail d'historicisation à mener.

”

Nesmon De Laure



Nesmon De Laure est rédactrice en chef du journal en ligne *Le Média citoyen* à Abidjan. Elle est née dans un quartier populaire d'Abidjan. Sa famille, issue d'une région rurale de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, valorisait l'éducation des jeunes filles, allant ainsi à l'encontre des tendances qui prévalaient dans cette région.

Elle s'est toujours engagée comme une féministe, sans nécessairement savoir qu'elle l'était. Son activisme a commencé en 2008 par une grève de la faim. Depuis, elle s'engage pour la liberté d'expression et notamment la mobilisation des femmes sur la toile.

En tant que journaliste, elle a subi des discriminations sexistes au travail et pense qu'elle n'a pas eu de promotions parce qu'elle est une femme. Par conséquent, en 2017, elle a créé l'association informelle le Salon des Jeunes femmes journalistes qui regroupe des femmes journalistes, des blogueuses et des étudiantes en journalisme. Des rencontres sont régulièrement organisées avec ces jeunes femmes afin de débattre de sujets tels que le leadership féminin dans le journalisme et au travail, la participation des femmes en politique, la sécurité, etc. N'ayant pas de structure officielle, ce réseau est autofinancé par les cotisations des membres ainsi que par Nesmon. Parallèlement, en 2019, elle fonde l'ONG Opinion Éclairée, dont des membres

sont également journalistes et rédigent des articles pour le journal en ligne *Le Média citoyen*. Que ce soit par le biais de l'ONG, de son travail pour le journal en ligne ou de ses prises de position sur les réseaux sociaux, Nesmon défend la justice sociale. Elle souhaite donner la parole aux femmes dans les médias, renforcer leur leadership et leur participation dans la vie politique.

Pour Nesmon, l'activisme des féministes de Côte d'Ivoire se retrouve à travers les associations qui défendent les droits des femmes et mènent des actions qui peuvent être considérées comme féministes, sans pour autant se déclarer comme telles. Elle déplore le fait que les politiques publiques nationales ne s'inscrivent pas dans une ligne féministe, et que la représentation des femmes repose sur une vision patriarcale. En tant que mère célibataire, Nesmon dénonce la stigmatisation et la marginalisation des mères célibataires, dont le ministère de la Famille parle peu. Dans la sphère publique, il faut attendre le discours annuel du 1^{er} mai de l'Union générale des travailleurs en Côte d'Ivoire pour entendre que les mères célibataires sont des cheffes de familles, indépendantes et qui méritent une considération salariale juste. Pour Nesmon, c'est essentiel car la liberté sociale s'acquiert par la liberté économique.

Dans son rôle de rédactrice en cheffe, l'objectif de Nesmon est de garantir une indépendance des journalistes, et cela a des conséquences sur la ligne éditoriale de son média. Par exemple, elle refuse régulièrement des propositions de financements de donateurs qui souhaitent obtenir en retour des articles en leur faveur. Les membres de l'ONG Opinion Éclairée sont libres d'avoir des opinions politiques et d'écrire sur les sujets de leur choix. En ce qui concerne les reportages menés par Nesmon, ils sont toujours en lien avec la vie des femmes dans toutes les régions du pays. Issue d'une communauté rurale, Nesmon sait que l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive pose un véritable défi, notamment dans l'Est du pays, où les hôpitaux manquent et où la population est obligée de se faire soigner dans le pays voisin, le Ghana.

Grâce à un reportage qu'elle a mené dans un village de cette région frontalière, elle a mis en lumière la nécessité d'obtenir la réhabilitation d'un hôpital qui garantisse un accès sécurisé à l'accouchement. Cette nouvelle visibilité du problème dans les médias a attiré les financements d'une fondation et a entraîné la réhabilitation dudit hôpital - une victoire pour la féministe Nesmon.

“

Le Média citoyen répond en quelque sorte à un besoin d'affirmation parce que j'ai travaillé longtemps dans des rédactions, dans des grandes entreprises de presse mais j'ai jugé que je n'étais pas toujours à la place que je méritais. Je n'avais pas toujours le choix de mes sujets. Je suis restée longtemps dans des salles de rédaction sans avoir la promotion que je méritais. À l'époque, je recevais beaucoup de prix pour mon travail, je faisais partie des meilleurs de l'équipe mais je n'avais pas de promotion salariale ni de nouveau poste. Par exemple, je n'ai jamais été nommée rédactrice en cheffe. Par conséquent, j'ai créé un média qui répond à mes attentes parce que j'ai envie de m'exprimer. C'est comme ça que «Le Média citoyen» est né. Je fais en sorte qu'il y ait au moins un article par semaine sur les femmes ou sur des sujets qui concernent les femmes. C'est à travers les médias et le site en ligne que je mène mon combat en tant que féministe.

”

Shayden



Shayden est une chanteuse ivoirienne de 28 ans qui a participé à The Voice Afrique en 2016. Elle est également animatrice radio à Nostalgie. Elle se reconnaît dans un afro féminisme et s'engage dans ses domaines, c'est-à-dire l'art et les médias. Sa prise de conscience féministe s'est produite lors d'une tournée en Afrique de l'Ouest avec l'émission The Voice Afrique. Elle a alors constaté que les femmes sont peu représentées dans le monde de la musique et qu'elles doivent davantage prendre la parole sur le devant de la scène. Par conséquent, elle travaille à créer une industrie culturelle et musicale ivoirienne plus inclusive.

Shayden milite également contre les ravages des violences basées sur le genre, en particulier les violences conjugales. Elle a été marquée par le décès - le féminicide - d'une de ses amies. Pour Shayden, ce sont 70% des femmes ivoiriennes qui subissent des violences conjugales au cours de leur vie, et ce fléau touche toutes les couches sociales. En lançant la campagne *Speak for Her*, elle s'est concentrée sur l'absence de loi dissuasive contre le harcèlement sexuel dans le système juridique ivoirien et a organisé une marche à Abidjan, avec le soutien d'une députée locale. Cette campagne de sensibilisation a obtenu une résonance internationale.

Artiste engagée, Shayden a créé en 2017 le *Lili Women Festival*, un festival 100% féminin qui donne la parole à toutes les femmes. Entre concerts, ateliers de musique, danse, peinture, théâtre et écriture, ce rendez-vous annuel est l'occasion d'impulser la création d'une communauté de femmes artistes et de les sensibiliser au rôle qu'elles peuvent jouer dans la société. Chaque année, une vingtaine de femmes participe aux ateliers et ce sont plus de 600 personnes qui assistent aux concerts gratuits.

L'objectif de Shayden est que ces rencontres entre artistes, médias et public proposées par les ateliers du festival entraînent un changement de perceptions des femmes et de l'égalité femmes-hommes. Pour cela, par exemple, certains ateliers promeuvent une image valorisante des chanteuses dans les clips vidéo et une image positive qui s'inscrit dans la lignée des critères de beauté locaux. Aujourd'hui, le festival est populaire grâce à la grande mobilisation de Shayden sur les réseaux sociaux, mais le défi reste de trouver des professionnel-le-s bénévoles pour animer les formations et des ressources financières pour la logistique de l'événement. En effet, ce sont Shayden, et quelques ONGs qui la soutiennent, qui financent entièrement le festival. Shayden déplore le manque de soutien de la part des institutions lorsque des citoyennes sont à l'initiative d'une telle mobilisation artistique qui ne relève pas uniquement du divertissement. Chaque année, un thème est choisi pour faire vivre le festival : les violences conjugales, l'éducation des jeunes filles, autant de sujets qui engendrent des débats vifs dans la société.

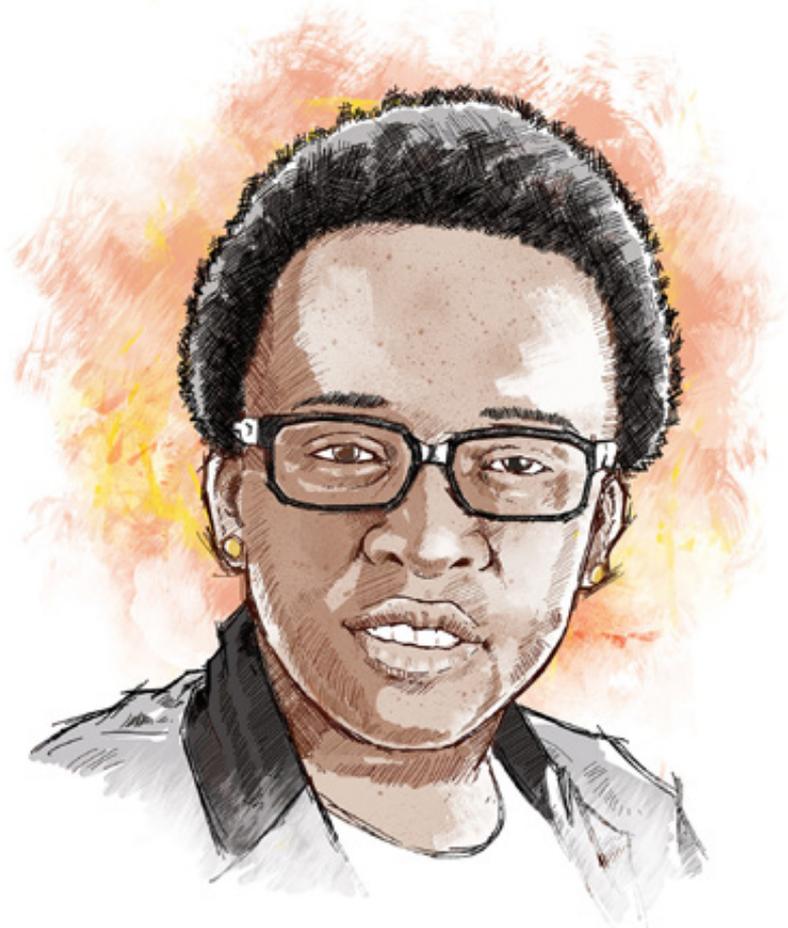
À l'avenir, Shayden souhaite se mobiliser davantage dans la promotion de l'éducation des jeunes filles en mettant en place un programme de mentoring et des journées sportives.

“

On ne va jamais encourager ce genre de projet ici à Abidjan. Je n'ai rien contre l'État ou quoi que ce soit ; je suis pour être sincère dans ce que l'on fait. Ici, on a tendance à encourager tout ce qui va dans le sens de l'amusement, c'est-à-dire qu'on ne veut pas poser les vraies questions, on ne veut pas de débats. Tant que cela amuse et que cela abrutit, on va financer ton projet mais lorsqu'il s'agit de projet engagé comme le mien, le ton change. Le festival n'est pas financé parce qu'il peut révéler justement tout ce qui ne va pas dans la société. Pour le moment, chaque année, je suis obligée de travailler dur, c'est-à-dire avoir quinze millions de boulots en même temps et d'essayer de gérer certaines choses. Je profite aussi de mon réseau, tissé grâce à mes apparitions dans pas mal de radios et de télé. Je peux compter sur certains contacts qui n'ont peut-être pas d'argent à me fournir mais peuvent me prêter du matériel. C'est vraiment, on va dire, de la "love money" et mon propre argent. Il n'y a ni entreprise ni institution qui finance le festival. Chaque fois qu'on me pose des questions sur le festival, c'est toujours : "tu gagnes quoi à organiser un événement qui a un impact ? À avoir des activités sociales qui te prennent tout ton argent et qui finalement te compliquent la tâche dans ton engagement pour encourager une nouvelle génération artistique ?". Je pense qu'on vit en société et tu ne peux pas être en train de danser quand les gens vont mal. C'est logique pour moi. Ça n'a pas l'air de l'être pour tou-te-s. Certes, j'ai besoin d'argent et les gens ont peur quand tu dis que tu as besoin d'argent mais rien ne se fait sans argent. J'avance avec le peu d'argent que j'ai, je peux faire sans mais très vite, plus ça monte, plus tu es obligé d'avoir de l'argent.

”

Sylvia Apata



Sylvia Apata a 28 ans. Sa conscience féministe s'est construite dès le plus jeune âge, lorsqu'elle refusait de se limiter aux jeux habituellement réservés aux filles. Juriste et enseignante vacataire en relations internationales, elle se considère également cyberactiviste. Son blog lui permet de sensibiliser des milliers de personnes en dénonçant les discriminations et les violations des droits que subissent les femmes en général, et en particulier les femmes africaines. Elle est, depuis mars 2019, point focal en Côte d'Ivoire du Réseau international des droits humains (RIDH), une ONG suisse, et a collaboré avec plusieurs ONG et associations locales. Mais constatant que nombre d'entre elles étaient soit instrumentalisées par le pouvoir en place,

soit par l'opposition, elle a décidé en août 2019 de créer sa propre structure : l'organisation des Citoyennes pour la Promotion et la Défense des Droits des Enfants, Femmes et Minorités (CPDEFM), qui a pour vocation d'être une structure militante apolitique capable de montrer aux adultes de quoi les jeunes sont capables !

Depuis sa création, l'association de Sylvia mène des actions de lutte contre les violences faites aux femmes, aux enfants et aux minorités raciales et sexuelles. En novembre 2019, les membres de la structure ont conduit une enquête sur les violences conjugales dans deux communes d'Abidjan : Yopougon et Cocody. Cette enquête a révélé que 70%

de femmes de ces localités étaient victimes de violences conjugales. Depuis, munies de hauts parleurs, les membres de l'association dénoncent ces violences tous les samedis sur les marchés, et informent sur les services d'aide existants. En plus d'un volet sensibilisation des populations, elles aimeraient former les policiers. Souvent, quand une femme essaie de dénoncer une violence, qu'elle a bravé sa peur, sa famille, le prêtre ou le pasteur, et sa communauté toute entière, elle doit encore affronter des policiers non formés qui ne savent pas accueillir sa plainte, et qui parfois sont violents.

Sylvia et ses collègues interviennent aussi aux côtés des femmes rurales au sud de la Côte d'Ivoire et bientôt au nord-ouest et à l'ouest du pays. Pour Sylvia, il ne suffit pas de lancer des programmes de microfinance pour « autonomiser » les femmes de ces territoires. Il faut qu'elles puissent avoir accès à la terre et posséder un titre de propriété. Il faut aussi qu'elles soient formées pour gérer leurs affaires et, pour celles qui le souhaitent, s'organiser collectivement en coopératives.

Selon Sylvia, les femmes doivent affronter le sexisme dans tous les espaces de leur vie. Aucun n'est épargné. Dans les milieux scolaires et universitaires, qu'elle connaît bien, les femmes y sont également considérées comme inférieures. Les élèves manquent d'information sur leur droits et leur sexualité, beaucoup doivent faire face à des grossesses non désirées. Par ailleurs, de nombreuses étudiantes sont confrontées au harcèlement sexuel et Sylvia souhaiterait développer une application qui permette aux filles de dénoncer leurs agresseurs et de trouver du soutien. Cela fait partie des nombreux projets sur lesquels Sylvia travaille avec sa structure. Il lui faut maintenant mobiliser des ressources, mais les portes à pousser ne sont pas nombreuses.

“
J'estime que bien que nous soyons originaires de continents différents, ce qui suppose de réalités parfois différentes, le féminisme n'a pas de frontière dans la mesure où le statut des femmes dans nos différentes sociétés est malheureusement le même : celui des êtres qu'on infériorise. Toutefois, en tant qu'africaines, nous avons parfois des réalités encore plus spécifiques du fait de nos coutumes et nos traditions, qui sont avilissantes pour les femmes, mais également du fait de notre rapport avec notre corps, dû aux stigmates de la colonisation. Je me considère donc comme une féministe universaliste, écologique et afro-féministe.
”

Equipop

Depuis 1993, Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance technique et construction de partenariats pour promouvoir les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde.

Une vision

Un monde où toutes les femmes et les filles voient leurs droits respectés, y compris leurs droits sexuels et reproductifs, et ont la possibilité de participer activement à un développement humain, juste et durable.

Une mission

- ▶ **Impulser** des dynamiques de changement social à travers des projets conduits en étroite collaboration avec des acteurs et actrices des territoires où elle intervient.
 - ▶ **Mobiliser** les responsables politiques et les citoyen·ne·s en France, en Afrique de l'Ouest ou à l'international pour créer un environnement institutionnel et politique favorable aux droits humains, et en particulier aux droits des femmes ;
 - ▶ **Accompagner** les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.
- Equipop promeut des valeurs féministes et place l'égalité de genre au coeur de son travail.

Suivez l'actualité d'Equipop



@Equilibres.Populations



@equilibres-populations



@Equipop_Ong



@Equipop2009



@Equipop_Ong

Crédits

Conception et réalisation

Directrice de la publication :

Aurélie Gal-Régnez

Rédactrice en cheffe :

Nathalie Perrotin-Milla

Comité de rédaction :

Sarah Ben Smida (dir.), Lucie Daniel

(dir.), Carolin Beck, Chloé Bertrand,

Hannah Milbers, Sofietou Sakho,

Inaïssa Sylla

Secrétariat de rédaction :

Louis Guinamard,

Nicolas Rainaud

Illustrations

Roland Bitty

Création graphique

Jean-Luc Gehres

www.welcomedesign.fr



Equipop

www.equipop.org
info@equipop.org

Bureau de Paris

6 rue de la Plaine
75020 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau de Ouagadougou

09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : (+226) 25 40 88 02